

Nouvelles locales du mercredi 11 décembre 2013

@rib News, 11/12/2013 | Justice - L'arrestation de Frédéric Bamvuginyumvira dénonce l'arrestation et la détention de son mari par des personnes incompétentes. Glorioso Kubwimana fait savoir que son mari est innocent et les accusations portées contre lui sont sans fondement. Elle trouve qu'ils sont en train de le salir dans le but d'attenter à sa réputation puisqu'il était considéré comme une personne intègre et sobre. Affirmant qu'elle n'a pas mandaté pour porter plainte à sa place, elle demande que son mari soit libéré et que l'argent saisi leur soit restitué afin qu'il aide sa famille. Elle ajoute également qu'elle va porter plainte contre ceux qui ont monté cette scène.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Alors que certains placards du site de Ruhororo dans la province de Ngozi avaient été arrêtés par le parquet de Ngozi, une personne ne s'attendait à l'arrestation d'autres mandats d'arrêt. Pourtant, 4 autres personnes surtout des femmes viennent d'être convoquées ce mardi. Elles estiment qu'il s'agit d'une persécution de la part du parquet. Elles ajoutent que ces mandats sont illogiques du moment que certains de celles qui ont été arrêtées n'ont pas encore été entendues par le juge. [rpa]- Les présidents des fédérations provinciales du parti Sahwanya Frodebu ont sorti un communiqué de presse ce mercredi. Les 17 représentants de ce parti dans tout le pays dénoncent la détention illégale du vice-président de ce parti arrêté arbitrairement sous les auspices du pouvoir de Bujumbura dirigé par le CNDD-FDD. Selon le porte-parole de ce parti, le pouvoir veut couper la tête de l'ADC-Ikibiri et intimider les membres de cette dernière au moment où ils étaient en train de se préparer aux élections de 2015. Fénias Nigaba fait donc savoir qu'il s'insurge contre cette arrestation et demande la libération inconditionnelle de Frédéric Bamvuginyumvira. Il demande aussi aux burundais de rester sereins et à la communauté internationale de suivre de près ce qui se passe au Burundi.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le président de l'APRODH trouve que la sortie médiatique de la cour suprême sur les infractions reprochées à l'ancien vice-président de la République est illégale. En effet, il trouve que cette clarification beaucoup influencée la cour anti corruption qui a aussitôt émis un mandat d'arrêt avant même d'avoir entendu la personne soupçonnée. Pierre Claver Mbonimpa trouve en outre qu'il s'agit des infractions imaginaires et celui qui a arrêté Bamvuginyumvira n'en avait pas la compétence. Selon lui, ce sont tant d'irrégularités qui se remarquent dans ce processus et qui laissent planer le doute sur la véracité des faits. [rpa/rtr]- Le parti CNDD (opposition) trouve que l'arrestation de Bamvuginyumvira est une honte pour le pays. Selon le porte-parole de ce parti, l'adultère est un péché et non une infraction. François Bizimana constate que l'auteur de ce montage risque de se faire surprendre lui-même à voir la maladresse qui se trouve dans son travail. Il trouve que l'ancien vice-président de la République est victime de son appartenance politique. Il demande à la police et à la justice de ne pas devenir un outil de certains politiciens qui veulent les manipuler aux fins de leurs intérêts sectaires. [rpa/bonesha/rtr]- Les associations des barreaux de France et de la communauté francophone de Belgique ont adressé une correspondance au président de la République du Burundi pour lui demander d'arrêter les manœuvres visant à déstabiliser le barreau de Bujumbura. Selon ces deux barreaux, le président du barreau de Bujumbura a fait savoir sa position sur la révision de la constitution au nom du barreau qu'il dirige et cela est un droit de tout citoyen de pouvoir s'exprimer. Ils trouvent qu'il n'a rien fait de mal qui mérite ses convocations d'une manière démesurée devant le parquet général près la cour anti-corruption. Ils demandent ainsi au président de la République de faire cesser ces intimidations et de retirer la lettre qui a été adressée au parquet près la cour d'appel pour radier Ruyikiri de la liste des avocats burundais. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

Politique - Approbation au sénat burundais ce mardi de deux noms des personnes qui vont représenter le Burundi à l'étranger. Parmi eux, D. Sindayihubura, un Tutsi de Bururi, Licencié en Anglais et Justine Nisubire une Hutu de Bwiza ayant le niveau ISCO. Les sénateurs ont reçu la ministre de la fonction publique qui avait représenté le ministre des relations extérieures qui était venu à l'empêcher afin de leur expliquer le choix du président de la République. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- L'ADC-Ikibiri apprécie positivement le message de la conférence des Evêques catholiques du Burundi sur certaines questions qui hantent le pays dont la révision de la constitution. Le président de cette alliance trouve que ce message vise et préserve le respect des engagements entre les peuples. L'once Ngendakumana ajoute qu'il faut les sauvegarder et si changement il doit y avoir, il faudra le consensus de tous les partenaires burundais. Il demande aux chrétiens d'appuyer ce message combien salvateur pour le pays. Il demande également au gouvernement d'être flexible afin d'éviter le pire. Le président précise aussi que l'ADC-Ikibiri ne va pas participer dans l'atelier organisé par l'Assemblée nationale pour la révision de la constitution. Selon lui, ils ont déjà adressé leurs doléances à cette institution sur ce qu'ils en pensent et considèrent qu'une participation à cet atelier serait synonyme de perte de temps. Il dit pourtant ne pas comprendre que l'Assemblée nationale soit la mieux indiquée pour donner des orientations politiques dans un pays qui a un gouvernement.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Le parti UPRONA salut lui aussi positivement le message de la conférence des Evêques catholiques du Burundi sur certaines questions qui hantent le pays dont la révision de la constitution. Selon le président de ce parti, ces considérations doivent guider ceux qui vont participer dans l'atelier organisé par l'Assemblée nationale. Il estime que les accords d'Arusha doivent être respectés comme les hommes de Dieu l'ont exprimé et si un changement, le consentement de tous devra rester de mise. Il demande aux autres partenaires politiques du pays de venir participer dans cet atelier organisé par l'Assemblée nationale afin de vider cette question pour du bon.

[rpa/bonesha/rtr] | Economie Les anciens commerçants du marché central de Bujumbura doutent de l'honnêteté du gouvernement burundais sur la gestion de la question du marché central de Bujumbura. Ils trouvent que le gouvernement ne veut pas appliquer ce qu'il leur avait promis. Selon eux, le gouvernement avait promis que dans deux ou trois mois après l'incendie de janvier dernier, le marché provisoire de COTEBU devrait avoir commencé à fonctionner mais, ils trouvent que près d'une année après la promesse, ce lieu n'est pas encore disponible et le plus étrange de toutes choses, les alentours du marché central de Bujumbura sont en train d'être aménagés et d'autres personnes s'installent alors que le gouvernement avait affirmé que cette place est non opérationnelle. Ils demandent d'être associés dans toutes ces opérations. [rpa]

[rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

[rpa]